

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 février 2002
Français
Original: arabe

**Lettre datée du 19 février 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent des Émirats arabes unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du passage relatif à l'occupation par la République islamique d'Iran de trois îles (Grande Tumb, Petite Tumb et Abou Moussa) appartenant aux Émirats arabes unis, extrait du Communiqué final publié à l'issue de la vingt-deuxième session du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe, tenue les 30 et 31 décembre 2001 à Mascate, sous la présidence du Sultan d'Oman, S. M. Qaboos Bin Said.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Abdul Aziz Bin Nasser **Al-Shamsi**



**Annexe à la lettre datée du 19 février 2002,
adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent des Émirats arabes unis
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Passage relatif à l'occupation par la République islamique d'Iran
de trois îles (Grande Tumb, Petite Tumb et Abou Moussa)
appartenant aux Émirats arabes unis, extrait du Communiqué
final publié à l'issue de la vingt-deuxième session
du Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe**

Réaffirmant les résolutions qu'il a adoptées à sa vingt et unième session, le Conseil suprême a examiné la question de l'occupation par l'Iran des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa, qui appartiennent aux Émirats arabes unis.

Ayant pris connaissance des contacts établis récemment entre les Émirats arabes unis et la République islamique d'Iran, le Conseil réaffirme la pleine souveraineté des Émirats arabes unis sur les îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa, ainsi que sur les eaux territoriales, l'espace aérien, le plateau continental et la zone économique exclusive des trois îles, qui font partie intégrante des Émirats arabes unis.

S'appuyant sur le principe de la sécurité collective des États membres du Conseil de coopération du Golfe, le Conseil apporte son plein appui à toutes les mesures que les Émirats arabes unis ont prises pour rétablir pacifiquement leur souveraineté sur les trois îles, et rejette catégoriquement toutes les mesures et les allégations iraniennes concernant les trois îles, ces mesures et ces allégations étant nulles et non avenues et ne pouvant en aucun cas porter atteinte aux droits inaliénables que les Émirats arabes unis ont sur les trois îles.

Le Conseil demande de nouveau à la République islamique d'Iran d'accepter que ce différend soit soumis à la Cour internationale de Justice.

Ayant examiné tous les aspects de la question, le Conseil suprême prie le Conseil des ministres d'étudier tous les moyens pacifiques susceptibles d'aider les Émirats arabes unis à recouvrer leurs droits légitimes sur leurs trois îles.